



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/3
7 juillet 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES DU CENTRE D'ÉCHANGE POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB) a été créé en vertu de l'article 20 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du mécanisme du Centre d'échange de la Convention sur la diversité biologique en vue : a) de faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, environnementales et juridiques relatives aux organismes vivants modifiés, et d'expériences les concernant; et b) d'aider les Parties à mettre en œuvre le Protocole. Le Portail central du CEPRB est accessible en ligne à l'adresse <http://bch.cbd.int>.

2. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole (COP-MOP), dans sa décision BS-VI/2, a prié le Secrétaire exécutif : a) de recueillir, par l'entremise du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, des correspondants nationaux et des outils en ligne mis à la disposition des Parties par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, les observations des Parties, des autres gouvernements et des organisations compétentes concernant les capacités actuelles et l'expérience acquise dans l'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, et la communication et la récupération de données, et de tenir compte de cette expérience lors des futures améliorations apportées au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques; b) de poursuivre sa collaboration avec d'autres bases de données et plateformes relatives à la prévention des risques biotechnologiques (telles que celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)) afin d'accroître l'utilité du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques comme mécanisme mondial d'échange d'information sur la prévention des risques biotechnologiques; c) de continuer à organiser des

*UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1 à l'adresse <http://bch.cbd.int/protocol/meetings/documents.shtml?eventid=5193>.

forums en ligne et des conférences en ligne en temps réel sur des thèmes ayant rapport à la prévention des risques biotechnologiques et la mise en œuvre du Protocole, et d'encourager les Parties à les utiliser; et d) de favoriser une plus grande utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, afin de promouvoir et de faciliter davantage la sensibilisation du public et l'éducation et la participation des parties prenantes intéressées en matière d'utilisation des organismes vivants modifiés.

3. Dans la même décision, la COP-MOP a exhorté les Parties et invité les autres gouvernements à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole et à appliquer les décisions adoptées par la réunion des Parties, en mettant à jour toutes les données nationales publiées incomplètes dans les champs d'informations obligatoires des formats communs.

4. Dans la décision BS-VI/5 portant sur les questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières, la COP-MOP a recommandé que la Conférence des Parties, lorsqu'elle adopte ses prochaines orientations au mécanisme de financement pour appuyer l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, invite le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à « octroyer un appui supplémentaire à toutes les Parties admissibles, pour renforcer leurs capacités d'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, sur la base de l'expérience acquise ou des enseignements tirés dans le cadre du Projet d'amélioration continue du renforcement des capacités pour une participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en utilisant les ressources allouées au secteur d'activités 'diversité biologique' ».

5. En outre, dans la décision BS-VI/12 sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, la COP-MOP a également prié le Secrétaire exécutif de créer des sections spécifiques dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, dans lesquelles les informations concernant les organismes vivants modifiés ou des caractères spécifiques qui i) peuvent avoir ou ii) n'auront probablement pas des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, « pourraient être communiquées et facilement enregistrées ».

6. Par ailleurs, dans la décision BS-VI/14 sur le suivi et l'établissement des rapports, la COP-MOP prie le Secrétaire exécutif « d'évaluer, sur la base des deuxièmes rapports nationaux, les disparités et/ou les insuffisances concernant les informations mises à disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques par les Parties, et d'aider les Parties à fournir les informations actualisées contenues dans leurs rapports au Centre d'échange, sans plus tarder ».

7. La section II du présent document fournit un rapport sur les progrès en matière d'échange d'informations directement pertinentes aux objectifs du plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020.¹ La section III présente des considérations sur l'état actuel du CEPRB, sur la base des indicateurs figurant dans le plan stratégique. La section IV présente des éléments pour une décision sur le fonctionnement du CEPRB. L'annexe jointe au présent rapport contient : a) une ventilation des données enregistrées dans le CEPRB; et b) une évaluation des indicateurs CEPRB pertinents du plan stratégique.

¹ Décision BS-V/16, annexe (disponible à l'adresse http://bch.cbd.int/protocol/issues/cpb_stplan_txt.shtml).

II. PROGRÈS RÉALISÉS EN MATIÈRE D'ÉCHANGE D'INFORMATION PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS PERTINENTS DU PLAN STRATÉGIQUE DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES (SECTEUR D'ACTIVITÉS 4 ET ÉLÉMENTS DU SECTEUR D'ACTIVITÉS 2)

8. Dans le cadre du secteur d'activités 2 du plan stratégique, le renforcement des capacités en matière de partage d'information est identifié comme l'un des objectifs opérationnels. Le renforcement de « la disponibilité et de l'échange des informations pertinentes sur le Protocole » est également retenu en tant qu'objectif stratégique du secteur d'activités 4. Les sections suivantes présentent un rapport sur les progrès à ce jour en matière de mise en œuvre, au titre de ces objectifs généraux et ciblés.

A. Secteur d'activités 2 : Renforcement des capacités (objectif opérationnel 2.6)

9. Le secteur d'activités 2 du plan stratégique s'attarde sur le renforcement des capacités avec pour objectif stratégique de « développer davantage et renforcer la capacité des Parties à appliquer le Protocole ». L'une des conséquences prévues du secteur d'activités 2 est une « utilisation pleine et entière des programmes de mise en commun de l'information », et l'objectif opérationnel 2.6, Mise en commun de l'information, est conçu « de manière à « s'assurer que toutes les parties prenantes établies ont facilement accès au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, surtout dans les pays en développement et les pays à économie en transition ».

10. Pendant la période intersessions, le Secrétariat a collaboré au projet CEPRB II du PNUE-FEM, soit à l'élaboration de nouveau matériel de formation et à l'organisation d'ateliers de formation en ligne (webinaires). En particulier, les matériels suivants ont été élaborés et mis à disposition en cinq des six langues officielles des Nations Unies, par le biais de la rubrique « Aide en ligne » du Portail du CEPRB :²

(a) Des matériels de formation spécifiques, qui comprennent des manuels de l'utilisateur et des modules d'études de cas à l'intention des douaniers et des agents d'inspection phytosanitaire;

(b) De nouveaux manuels sur la fonctionnalité Ajax du CEPRB et des modules de démonstration pour l'inclusion des informations du CEPRB dans les sites web CEPRB nationaux;³

(c) Un nouveau guide de syntaxe d'écriture Hermes (additif au manuel d'Hermes) pour les pays désirant avoir leur propre application nationale exécutée sur les serveurs du SCBD.⁴

11. Entre janvier et avril 2013, environ 50 webinaires sur l'utilisation du CEPRB ont été organisés, dans cinq des six langues officielles des Nations Unies, par le projet CEPRB II du PNUE-FEM avec l'appui du Secrétariat. Au total, 410 participants de plus de 90 pays ont assisté aux webinaires. Toutes les vidéos et présentations des webinaires ont été enregistrées et mises à disposition sur YouTube par le projet CEPRB II du PNUE-FEM, et tous les liens sont disponibles sur le CEPRB.⁵

12. Enfin, grâce à une généreuse contribution du gouvernement du Japon, le Secrétariat élabore présentement un outil d'apprentissage en ligne basé sur l'expérience acquise au cours des quatre dernières années dans les ateliers de formation menés par le projet CEPRB du PNUE-FEM sur le CEPRB. Cet outil d'apprentissage en ligne sera mis à disposition par le biais du CEPRB pour permettre aux utilisateurs de

² À l'adresse <http://bch.cbd.int/help/topics/fr/webframe.html>, sous « Matériels de formation ».

³ Le branchement Ajax du CEPRB est une application client, élaborée par le Secrétariat, qui peut être aisément intégrée dans tout site web afin de permettre un affichage dynamique de l'information depuis le Portail central du CEPRB. De plus amples renseignements sur le branchement Ajax du CEPRB sont disponibles à l'adresse <http://bch.cbd.int/resources/solutions>.

⁴ Hermes est un système complet de gestion de contenu en ligne, élaboré par le Secrétariat, qui fournit les éléments de base d'un CEPRB national. De plus amples renseignements sur Hermes sont disponibles à l'adresse <http://bch.cbd.int/resources/solutions>.

⁵ Voir http://bch.cbd.int/help/UNEPGEFBCHII_material.shtml.

différentes catégories d'accéder à une brève introduction au Protocole de Cartagena et d'apprendre comment trouver et extraire des données sur le CEPRB.

B. Secteur d'activités 4 : Mise en commun de l'information (objectifs opérationnels 4.1-3)

13. Le secteur d'activités 4 du plan stratégique s'attarde sur l'échange des informations, et son objectif stratégique est « d'améliorer la disponibilité et la mise en commun de l'information pertinente ». Ce secteur d'activités établit également trois objectifs opérationnels : i) l'efficacité du CEPRB; ii) le CEPRB en tant qu'outil de discussions et de conférences en ligne; et iii) mise en commun de l'information autrement que par le CEPRB.

14. L'objectif opérationnel 4.1, Efficacité du CEPRB, vise à « augmenter la quantité et la qualité de l'information soumise et extraite au CEPRB ». Pendant la période intersessions, le Secrétariat a mené à bien les activités suivantes :

(a) En réponse à une demande de la COP-MOP, le Secrétariat a informé les Parties des insuffisances relevées dans les informations relatives à leurs décisions (au titre des articles 10 et 11) enregistrées dans le CEPRB ou du fait qu'un rapport (ou une synthèse) de l'évaluation des risques devait y être ajouté. Le Secrétariat a également avisé les Parties des disparités et/ou insuffisances dans les données versées dans le CEPRB sur la base des deuxièmes rapports nationaux, et les a aidées, sur demande, à enregistrer les informations manquantes. Dans cet exercice, les Parties ont également été informées des organismes vivants modifiés (OVM) répertoriés dans la base de données Biotradestatus,⁶ appuyée par la coalition mondiale de l'industrie (Global Industry Coalition (GIC)), en tant qu'espèces commercialisées dans leur pays, mais qui ne sont pas enregistrées dans le CEPRB;

(b) Tous les formats communs de dossiers nationaux ont été mis à jour pour permettre aux utilisateurs d'actualiser d'anciens dossiers marqués comme étant incomplets et de les republier même si certains champs d'informations obligatoires demeurent incomplets;

(c) Le format commun Expert en biosécurité a également été mis à jour. La révision la plus importante consiste en une section « Domaine d'expertise » simplifiée en vue de faciliter l'inscription des experts en biosécurité;

(d) En réponse à une demande de la COP-MOP, un nouveau format commun a été mis à la disposition⁷ à la fois des gouvernements et des utilisateurs pour la soumission de tout type additionnel d'information avec l'option de la rattacher à un lien vers i) des notifications antérieures, ii) n'importe quel autre dossier du CEPRB, et/ou iii) des domaines thématiques relatifs à la prévention des risques biotechnologiques;

(e) Un mécanisme de déroulement des opérations (*workflow*) a été établi dans le CEPRB pour la mise à jour régulière de la liste de documents de référence qui peuvent être rattachés à des liens vers des sections spécifiques des Orientations sur l'évaluation des risques associés aux OVM;

(f) Tous les dossiers enregistrés dans les registres relatifs aux OVM, aux organismes et aux gènes ont été mis à jour et révisés;

(g) Le registre relatif aux OVM a été élargi pour y inclure tous les OVM figurant présentement dans les bases de données de l'OCDE, de la FAO, de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de Biotradestatus;

(h) En réponse à une demande de la COP-MOP, une nouvelle fonction a été introduite dans les pages relatives aux décisions concernant les OVM, fonction qui affiche, lorsqu'il y a lieu, des dossiers connexes provenant de bases de données externes. La première base de données à devenir disponible a été celle de Biotradestatus, appuyée par la GIC par le biais de CropLife International, qui contient des

⁶ Voir <http://www.biotradestatus.com>.

⁷ Voir <http://bch.cbd.int/managementcentre/edit/submission.shtml>.

données sur la situation réglementaire et le statut sur le marché de produits de biotechnologie agricole. Des arrangements semblables sont actuellement en cours pour inclure la base de données BioTrack de l'OCDE relative aux produits⁸ et la plateforme de la FAO sur les aliments génétiquement modifiés;⁹

(i) D'importants efforts ont été déployés au cours de la période intersessions pour intégrer pleinement le CEPRB et le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (Centre d'échange sur l'APA) du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages au mécanisme du Centre d'échange de la Convention (MCEC), conformément au paragraphe 1 de l'article 20 du Protocole de Cartagena et au paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole de Nagoya. Cette intégration a fait en sorte que tous les centres d'échange de la Convention partagent désormais une interface de programmation d'applications (API) unifiée permettant l'interopérabilité avec des tiers, un mécanisme d'indexation unifié pour l'intégration de données au moyen de l'interface de recherche principale, et un système de comptes unifié pour faciliter l'accès à tous les utilisateurs enregistrés. L'API est conçue de manière à, notamment, fournir un plein accès aux données du CEPRB, et de manière générale à toutes les données du MCEC, à toutes les institutions et organisations souhaitant afficher ces informations sur leurs sites web.

15. L'objectif opérationnel 4.2, « Le CEPRB en tant qu'outil de discussions et de conférences en ligne », vise à « établir le CEPRB en tant que tribune fonctionnelle et efficace pour aider les pays à appliquer le Protocole ». En réponse à une demande de la COP-MOP, au cours de la période intersessions, les activités du Secrétariat dans ce domaine se sont concentrées sur l'organisation de 43 groupes de discussion en ligne portant sur huit domaines thématiques du Protocole et de quatre conférences en temps réel sur un domaine thématique.¹⁰ Les groupes de discussion et les conférences en temps réel ont attiré environ 1 500 participants de toutes les régions du globe. Certains groupes de discussion et conférences en temps réel ont été menés dans les langues officielles des Nations Unies autres que l'anglais. Le tableau 1 ci-dessous fournit des données de participation ventilées pour les groupes de discussions et les conférences en temps réel.

⁸ Voir <http://www2.oecd.org/biotech/>.

⁹ Voir <http://www.fao.org/food/food-safety-quality/gm-foods-platform/en/>.

¹⁰ Données en date de mai 2014.

Tableau 1. Détails des forums en ligne et des conférences en temps réel tenus au cours de la période intersessions

Domaines thématiques	Participants ciblés	Nombre de groupes de discussion	Parties		Non-Parties		Organisations		Total	
			Pays	Participants	Pays	Participants	Institutions	Participants	Pays/Institutions	Participants
CEPRB – Comité consultatif informel (CCI)	Membres CEPRB - CCI	1	12	12	1	1	5	7	18	20
CEPRB sur CEPRB	Correspondants nat. (CN), utilisateurs nat. autorisés (UNA) et autorités nat. compétentes (ANC)	1	167	686	13	28	-	-	180	714
Détection et Identification	Scientifiques de laboratoire	6	38	73	4	10	-	-	42	83
Participation publique	Ouvert	6	-	-	-	-	-	-	-	152
Réseaux régionaux sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public (SEPP)	Ouvert	6	-	-	-	-	-	-	-	72
Évaluation des risques	Experts en évaluation des risques	14	53	214	6	21	58	82	117	317
Considérations socioéconomiques (forum)	Ouvert	5	34	95	3	10	9	9	46	114
Considérations socioéconomiques (temps réel)	Ouvert	4	30	38	4	4	5	11	39	53
Total	-	43	56 (moyenne)	1 118	5 (moyenne)	74	19 (moyenne)	109	74 (moyenne)	1 525

16. En plus des forums susmentionnés et afin de permettre des interactions entre les utilisateurs sur des domaines thématiques spécifiques, certains portails collaboratifs sont également actifs par le biais du CEPRB.¹¹

17. L'Objectif opérationnel 4.3, « Mise en commun de l'information autrement que par le CEPRB » vise à « améliorer les connaissances autrement que par le CEPRB ». Au cours de la période intersessions, dans ce domaine le Secrétariat a concentré ses activités sur le renforcement de la diffusion d'informations relatives au CEPRB par les moyens suivants :

(a) Des copies hors ligne du CEPRB en format DVD sont expédiées trimestriellement, dans les six langues officielles des Nations Unies, aux correspondants nationaux du CEPRB de pays dont la connectivité internet est limitée;

(b) Tous les utilisateurs du CEPRB peuvent s'abonner au Service de sensibilisation courante du CEPRB,¹² un bulletin d'information hebdomadaire par courriel qui fournit une liste des dernières informations enregistrées dans le CEPRB. Le bulletin transmet également les nouvelles concernant le CEPRB publiées par les utilisateurs et le Secrétariat;

¹¹ Une liste de « Forums et portails en ligne » est disponible sous la rubrique « Ressources » du CEPRB à l'adresse <http://bch.cbd.int/onlineconferences/>.

¹² À l'adresse <https://bch.cbd.int/member/subscriptions.shtml>.

(c) Les nouvelles concernant le CEPRB et le Protocole de Cartagena et les notifications relatives à la prévention des risques biotechnologiques sont également diffusées au moyen de fils RSS¹³ et des services de réseautage social (à savoir Twitter, Facebook et une chaîne YouTube consacrée au CEPRB).¹⁴ L'accès à tous les réseaux internet associés au CEPRB est fourni à la fois sur la page principale du Portail central du CEPRB et sur le site web du Protocole de Cartagena.

III. CONSIDÉRATION DU STATUT DU CEPRB SUR LA BASE DES INDICATEURS FIGURANT DANS LE PLAN STRATÉGIQUE

18. La section B de l'annexe contient une évaluation du CEPRB d'après les indicateurs du plan stratégique¹⁵ sur la base a) de la ventilation des dossiers enregistrés dans le CEPRB (annexe, section A), b) des résultats des deuxièmes rapports nationaux,¹⁶ c) des résultats du sondage pour recueillir des informations correspondant aux indicateurs du plan stratégique (*Survey to gather information corresponding to indicators in the Strategic Plan*),¹⁷ et d) des résultats de la compilation de commentaires sur les capacités et les expériences existantes en matière d'utilisation du CEPRB (*Collection of feedback on existing capacity and experiences in using the BCH*).¹⁸ Ladite évaluation confirme un rythme de progression accru vers la réalisation des objectifs pertinents identifiés dans le plan stratégique.

A. Ventilation des dossiers enregistrés dans le CEPRB

19. Depuis la présentation du sommaire de la ventilation des dossiers du CEPRB à la COP-MOP 6 en mars 2010 :

(a) Le nombre total de dossiers enregistrés dans le CEPRB a augmenté de 14,6 %, le nombre de dossiers enregistrés par les pays s'est accru de 21,5 %, le nombre total de dossiers CEPRB référençant des OVM, des gènes ou des organismes a augmenté de 10 %, et le nombre total de publications sur la biosécurité disponibles par le biais du Centre de ressources sur l'information relative à la prévention des risques biotechnologiques s'est accru de 4,5 % (voir annexe, section A, tableau 1);

(b) Le nombre total de décisions/communications enregistrées dans le CEPRB a connu une hausse de 29 %, et le nombre de celles-ci enregistrées par les Parties s'est accru de 38 %. Le nombre total de décisions au titre des articles 10 et 11 enregistrées dans le CEPRB a augmenté de 32 %, et le nombre de celles-ci enregistrées par les Parties s'est accru de 41 % (voir annexe, section A, tableau 3);

(c) Le nombre total de synthèses des évaluations des risques enregistrées dans le CEPRB s'est accru de 37 %, et le nombre de celles-ci enregistrées par les Parties a augmenté de 41 % (voir annexe, section A, tableau 3);

(d) Le pourcentage des décisions au titre des articles 10 et 11 accompagnées d'une synthèse de l'évaluation des risques est passé de 73 % en 2012, à 76 % en 2014. Le pourcentage de celles-ci enregistrées par les Parties au cours de la même période est demeuré constant à environ 87 %, malgré une augmentation de 41 % du nombre de décisions pertinentes (voir annexe, section A, tableau 3).

B. Compilation de commentaires sur les capacités et les expériences existantes en matière d'utilisation du CEPRB

¹³ À l'adresse <http://bch.cbd.int/resources/rss.shtml>.

¹⁴ Le Protocole de Cartagena est présent sur Twitter à l'adresse <http://twitter.com/#!/BCHCPB>, sur Facebook (avec la CDB) à l'adresse <http://www.facebook.com/UNBiodiversity> et sur YouTube à l'adresse <http://www.youtube.com/user/bchcpb>.

¹⁵ Les éléments du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques sont disponibles à l'adresse http://bch.cbd.int/protocol/issues/cpb_stplan_txt.shtml#vision.

¹⁶ Voir <https://bch.cbd.int/database/reports/>.

¹⁷ Voir <https://bch.cbd.int/database/reports/surveyonindicators.shtml>.

¹⁸ Les résultats détaillés du sondage figurent dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/XX12 disponible à l'adresse <http://bch.cbd.int/protocol/meetings/documents.shtml?eventid=5193>.

20. En réponse à une demande de la COP-MOP, dans la décision BS-VI/2, concernant la compilation de commentaires « sur les capacités et les expériences existantes en matière d'utilisation du CEPRB et de la soumission et de l'extraction de données, » le Secrétariat a mis à disposition en mai 2014, par le biais du CEPRB et dans les six langues officielles des Nations Unies, un court sondage et a prié les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées de répondre au sondage avant le 7 juin 2014.¹⁹

21. Les résultats du sondage se résument comme suit :²⁰

(a) Le nombre d'utilisateurs du CEPRB ayant participé au sondage s'élève à 162. Ils étaient distribués de manière homogène entre les différentes catégories d'utilisateurs (Correspondants nationaux (CN) : 40 %, Utilisateurs nationaux autorisés (UNA) : 19 %, Agents des Autorités nationales compétentes (ANC) : 7 % et Utilisateurs ordinaires : 31 %) et les différentes régions géographiques (Afrique : 36 %; Asie et Pacifique : 26 %; ECO : 9 %; GRULAC : 25 %; Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (WEOG) : 5 %);

(b) En moyenne, les participants ont dit avoir visité le CEPRB plus « d'une fois par mois » et d'y avoir enregistré des informations plus « d'une fois par année ». Sur une échelle arbitraire, ils ont accordé une note de 80 % à la facilité d'extraire des données, de 70 % à la facilité d'enregistrer des informations, et de 80 % à la qualité des informations disponibles par le biais du CEPRB;

(c) La plupart des participants n'ont pas demandé que des modifications soient apportées au CEPRB. Des modifications et/ou des ajouts au système d'extraction de données ont été sollicités par 18 % des participants, et aux formats communs pour l'enregistrement des informations par 10 % des participants;

(d) Plus de la moitié des participants (soit 59 %) ont dit avoir participé à des ateliers de renforcement des capacités CEPRB, et la moitié des participants (soit 50 %) se sont dits intéressés à recevoir une telle formation.

C. Indicateurs du plan stratégiques qui sont pertinents pour l'évaluation du CPERB

22. Une analyse des données additionnelles obtenues au moyen du sondage pour recueillir des informations correspondant aux indicateurs du plan stratégique a montré que plusieurs indicateurs pourraient être mis à jour pour une meilleure évaluation des progrès du CEPRB dans la réalisation des objectifs pertinents identifiés dans le plan stratégique.

23. L'évaluation complète des indicateurs pertinents figure dans la section B de l'annexe au présent rapport, et les modifications les plus importantes depuis mai 2012 se résument comme suit :

(a) À la fois le « volume d'utilisation par les utilisateurs du CEPRB » et le « nombre de nouveaux utilisateurs » ont augmenté de 28 % entre 2010 et 2013 (indicateur 4.1.3²¹);

(b) Le nombre de soumissions au CEPRB de la part de pays en développement et de pays à économies en transition s'est accru de 23 % depuis mai 2012 (indicateur 2.6.1), et le pourcentage de volume d'utilisation provenant du même groupe de pays est passé de 40 % en 2010, à 62 % en 2013 (indicateur 2.6.2);

(c) Le nombre de liens Internet vers le CEPRB a augmenté de 51 % depuis mai 2012 (indicateur 4.1.1);

(d) Le nombre de décisions de l'AIA/nationales disponibles au CPERB a augmenté de 32 % depuis mai 2012 (indicateur 4.1.7);

¹⁹ Notification 2014-070 du 6 mai 2014 disponible à l'adresse <http://www.cbd.int/doc/notifications/2014/ntf-2014-070-bch-en.pdf>.

²⁰ Pour le détail des résultats du sondage, voir UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/12.

²¹ Les indicateurs du plan stratégique sont numérotés selon les objectifs opérationnels pertinents (comme dans le tableau à l'adresse https://bch.cbd.int/protocol/issues/cpb_stplan_txt.shtml#oo1_1).

(e) En moyenne 33 % (accroissement de 5 % depuis mai 2012) des Parties ont participé à des discussions en ligne et à des conférences en temps réel sur le CEPRB entre 2012 et 2014 (indicateur 4.2.1) et le nombre de participants s'est accru de 31 % depuis mai 2012 (indicateur 4.2.2).

IV. ÉLÉMENTS D'UN PROJET DE DÉCISION

24. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, ayant examiné le fonctionnement général du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, la mise en œuvre en cours de son programme de travail et le rapport sur les progrès en matière de mise en œuvre des objectifs du plan stratégique, pourrait souhaiter :

(a) *Se féliciter* des améliorations apportées au Portail central du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

(b) *Prier* le Secrétaire exécutif de poursuivre sa collaboration avec d'autres bases de données et plateformes relatives à la prévention des risques biotechnologiques (telles que celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et *inviter* les Parties et les autres gouvernements à informer leurs représentants dans d'autres instances internationales de la possibilité d'extraire électroniquement toutes les données enregistrées dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin de les rendre disponibles par le biais d'autres sites web connexes;

(c) *Exhorter* les Parties, et *inviter* les autres gouvernements à enregistrer dans le CEPRB toutes leurs décisions relatives aux organismes vivants modifiés et les évaluations des risques associées, comme prévu par le Protocole, en se concentrant particulièrement sur le premier mouvement transfrontière d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement pour des essais sur le terrain, cette catégorie étant actuellement sous-représentée dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

(d) *Recommander* que la Conférence des Parties, en adoptant ses orientations au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) relativement au soutien à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, exhorte le FEM, en sa qualité de mécanisme financier de la Convention, à approuver promptement les futurs projets, accessibles à toutes les Parties admissibles, qui aborderont la nécessité de renforcer les capacités d'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Annexe

A. VENTILATION DES DOSSIERS SOUMIS AU CENTRE D'ÉCHANGE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES (AU 20 MAI 2014)

Tableau 1

Nombre de dossiers soumis au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques

Catégorie d'information	Nombre de dossiers CEPRB ²²		Hausse (%)
	mai 2012	mai 2014	
Correspondants nationaux pour le Protocole	182	183	0,5 %
Correspondants nationaux pour le CEPRB	192	190	-1,0 %
Contacts pour l'article 17	83	92	10,8 %
Autorités nationale compétentes	363	369	1,7 %
Sites web et bases de données nationales relatives à la prévention des risques biotechnologiques	124	129	4,0 %
Nombre total de dossiers pour les contacts nationaux	826	841	1,8 %
Lois nationales	720	795	10,4 %
Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux	23	16	-30,4 %
Nombre total de dossiers pour les lois et règlements	757	826	9,1 %
Décisions au titre de l'accord préalable en connaissance de cause (introduction dans l'environnement)	476	593	24,6 %
Décisions au titre de l'article 11.1 (OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés)	659	856	29,9 %
Autres décisions et déclarations	292	162	-44,5 %
Nombre total de dossiers pour les décisions et autres communications nationales	972	1 265	30,1 %
Nombre total de dossiers pour les rapports d'évaluation des risques	651	961	47,6 %
Liste d'experts	129	157	21,7 %
Rapports sur les missions d'expertise	1	2	100 %
Nombre total de dossiers pour la liste d'experts	130	159	22,3 %
Nombre total de dossiers soumis par les pays	3 336	4 052	21,5 %
Registre des OVM	399	374	-6,3 %
Registre des éléments génétiques	323	417	29,1 %
Registre des organismes	174	195	12,1 %
Nombre total de dossiers pour les registres	896	986	10,0 %
Activités, projets et opportunités relatifs au renforcement des capacités	372	389	4,6 %
Besoins et priorités en matière de capacités	30	31	3,3 %
Nombre total de dossiers pour les activités de renforcement des capacités	402	420	4,5 %
Nombre total de dossiers pour les organisations internationales	261	292	11,9 %
Nombre total de dossiers pour le Centre de ressources d'information sur la prévention des risques biotechnologiques (BIRC)	1 368	1 430	4,5 %
Nombre total de dossiers dans le Centre d'échange pour la prévention de risques biotechnologiques	6 263	7 180	14,6 %

²² La différence entre la somme des dossiers figurant dans chaque catégorie et le nombre total de dossiers est due au fait qu'il est possible qu'un dossier contienne des informations pour plus d'une catégorie (par ex. un correspondant national pourrait avoir plus d'un rôle); dans de tels cas, le même dossier est comptabilisé deux ou trois fois dans la ventilation.

Tableau 2

Nombre de dossiers « décisions et autres communications nationales » soumis au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et détails sur les décisions soumises au titre des articles 10 et 11 et les « évaluations des risques »

Pays	Nombre total de décisions / communications soumises au CEPRB	Décisions au titre des articles 10 et 11				Évaluations des risques soumises
		Art. 10 seulement	Art. 11 seulement	Art. 10 et 11	Total	
Parties						
Afrique du Sud	13	3	0	0	3	0
Allemagne	28	27	1	0	28	28
Autriche	6	0	0	0	0	1
Barbade	1	0	0	0	0	0
Belgique	4	3	1	0	4	4
Brésil	44	3	0	38	41	43
Bulgarie	2	0	0	0	0	0
Burkina Faso	2	0	0	0	0	2
Chine	23	0	20	2	22	0
Chypre	1	0	0	0	0	0
Colombie	156	61	90	0	151	110
Costa Rica	36	23	0	0	23	34
Danemark	1	0	0	0	0	0
Espagne	153	152	1	0	153	153
Honduras	4	3	1	0	4	4
Inde	5	5	0	0	5	5
Indonésie	1	0	0	1	1	1
Italie	1	1	0	0	1	1
Japon	101	8	35	56	99	99
Kenya	1	0	0	0	0	1
Malaisie	14	3	11	0	14	14
Mexique	128	11	116	0	127	86
Niger	1	0	0	0	0	0
Nigeria	1	1	0	0	1	0
Norvège	4	1	1	0	2	1
Nouvelle-Zélande	25	0	21	0	21	0
Pays-Bas	2	0	2	2	4	2
Philippines	60	0	55	0	55	60
République arabe syrienne	1	0	0	0	0	0
République de Corée	111	0	110	0	110	110
République dominicaine	1	0	0	0	0	0
Roumanie	2	2	0	0	2	1
Sainte-Lucie	1	0	0	0	0	0
Slovaquie	1	1	0	0	1	1
Suède	9	0	0	0	0	0
Suisse	8	0	8	0	8	0
Union européenne	54	4	47	2	53	53
Uruguay	12	0	0	12	12	12
Vietnam	5	5	0	0	5	5
Total partiel Parties	1023	317 (33 %)	520 (55 %)	113 (12 %)	950 (100 %)	831 (87 %)
Non-Parties						
Argentine	24	9	9	6	24	13
Australie	35	6	24	5	35	10
Canada	64	15	14	34	63	61
États-Unis d'Amérique	119	0	30	89	119	0
Total partiel non-Parties	242	30 (12 %)	77 (32 %)	134 (56 %)	241 (100 %)	71 (29 %)

TOTAL	1 265	347 (29 %)	597 (50 %)	247 (21 %)	1 191 (100 %)	902 (76 %)
--------------	--------------	----------------------	----------------------	----------------------	-------------------------	----------------------

Tableau 3

Comparaison de données entre le nombre de « décisions et communications nationales » et « d'évaluations des risques » soumises au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques en mai 2012²³ et mai 2014

	Nombre total de décisions / communications soumises au CEPRB		Décisions au titre des articles 10 et 11								Évaluations des risques soumises	
			Décisions au titre de l'art. 10 seulement		Décisions au titre de l'art. 11 seulement		Décisions au titre des art. 10 et 11		Toutes les décisions au titre des art. 10 et 11 (total)			
	2012	2014	2012	2014	2012	2014	2012	2014	2012	2014	2012	2014
Parties	744	1 023 (+38 %)	234	317 (+35 %)	347	520 (+50 %)	91	113 (+24 %)	672	950 (+41 %)	589	831 (+41 %)
Non-Parties	233	242 (+4 %)	12	30 +150 %	78	77 (-1 %)	143	134 (-6 %)	233	241 (+3 %)	71	71 (0 %)
TOTAL	977	1 265 (+29 %)	246	347 (+41 %)	425	597 (+40 %)	234	247 (+6 %)	905	1 191 (+32 %)	660	902 (+37 %)

²³ Voir UNEP/CBD/ BS/COP-MOP/6/3, annexe, tableau 2.

**B. ÉVALUATION DES INDICATEURS CEPRB PERTINENTS DU PLAN
STRATÉGIQUE POUR LE PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION
DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES (AU 20 MAI 2014)²⁴**

Secteur d'activités 2 : Renforcement des capacités, Objectif opérationnel 2.6 : Mise en commun de l'information				
2.6.1. Nombre d'exposés soumis au CEPRB par les pays en développement et les pays à économies en transition	2 537 dossiers CEPRB (62,6 %) [+23 % depuis mai 2012]		<i>Source : CEPRB</i>	
			Nombre et pourcentage (entre parenthèses) de dossiers CEPRB soumis par des pays en développement et des pays à économies en transition. Les pourcentages se réfèrent au nombre total de dossiers soumis par tous les pays, tel que rapporté dans le tableau 1.	
2.6.2. Intensité de l'utilisation du CEPRB par les pays en développement et les pays à économies en transition	<div>Année</div> <div>-----</div> <div>2013</div> <div>2012</div> <div>2011</div> <div>2010</div>	<div>Séances</div> <div>-----</div> <div>97 703</div> <div>121 137</div> <div>81 476</div> <div>49 187</div>	<div>Nouveaux utilisateurs</div> <div>-----</div> <div>61 781</div> <div>69 447</div> <div>46 191</div> <div>30 468</div>	<i>Source : Google Analytics (2010-2014)</i>
				Nombres et pourcentages (entre parenthèses), par année, de « séances » et de « nouveaux utilisateurs » (voir la définition de Google ci-dessous) provenant de pays en développement ou de pays à économies en transition.
				Les pourcentages se réfèrent au nombre total de « séances » et de « nouveaux utilisateurs » comptabilisé au titre de l'indicateur 4.1.3 ci-dessous.
				Séances : Nombre total de séances au cours de la plage de dates sélectionnée. Une séance est la période pendant laquelle un utilisateur se sert activement d'un site web, d'une application, etc.
				Nouveaux utilisateurs : Le nombre d'utilisateurs novices au cours de la plage de dates sélectionnée.
Secteur d'activités 4 : Mise en commun de l'information, Objectif opérationnel 4.1 : Efficacité du CEPRB				

²⁴ Les indicateurs du plan stratégique sont numérotés selon les objectifs opérationnels pertinents (comme dans le tableau à l'adresse https://bch.cbd.int/protocol/issues/cpb_stplan_txt.shtml#oo1_1).

4.1.1. Proportion de rapports sommaires d'évaluation des risques par rapport aux nombre de décisions sur les OVM	831 dossiers sur les évaluations des risques (87 %) [-1 % depuis mai 2012]	<p><i>Source</i> : CEPRB</p> <p>Nombre de dossiers sur les évaluations des risques soumis par les Parties</p> <p>Les pourcentages (entre parenthèses) se réfèrent au nombre total de dossiers sur les décisions où le sujet inclut « décision sur les OVM pour une introduction intentionnelle dans l'environnement (selon l'article 10 ou le cadre réglementaire national) » ou « décision sur les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11) ».</p>																		
4.1.2. Nombre de publications contenues au Centre de ressources sur l'information relative à la prévention des risques biotechnologiques (BIRC)	1 430 dossiers CEPRB-BIRC [+4 % depuis mai 2012]	<p><i>Source</i> : CEPRB</p> <p>Nombre de dossiers CEPRB-BIRC (bibliothèque virtuelle) disponibles dans le CEPRB.</p>																		
4.1.3. Volume d'utilisation par les utilisateurs du CEPRB	<table> <tr> <th>Année</th><th>Séances</th><th>Nouveaux utilisateurs</th></tr> <tr> <td>-----</td><td>-----</td><td>-----</td></tr> <tr> <td>2013</td><td>158 584</td><td>99 043</td></tr> <tr> <td>2012</td><td>188 352</td><td>108 146</td></tr> <tr> <td>2011</td><td>149 422</td><td>84 907</td></tr> <tr> <td>2010</td><td>123 476</td><td>77 503</td></tr> </table>	Année	Séances	Nouveaux utilisateurs	-----	-----	-----	2013	158 584	99 043	2012	188 352	108 146	2011	149 422	84 907	2010	123 476	77 503	<p><i>Source</i> : Google Analytics (2010-2014)</p> <p>Nombre total de « séances » et de « nouveaux utilisateurs » (voir la définition de Google ci-dessous) par année.</p> <p>Séances : Nombre total de séances au cours de la plage de dates sélectionnée. Une séance est la période pendant laquelle un utilisateur se sert activement d'un site web, d'une application, etc. Toutes les données d'utilisation (affichage des écrans, commerce électronique, etc.) sont associées à une séance.</p> <p>Nouveaux utilisateurs : Le nombre d'utilisateurs novices au cours de la plage de dates sélectionnée.</p>
Année	Séances	Nouveaux utilisateurs																		
-----	-----	-----																		
2013	158 584	99 043																		
2012	188 352	108 146																		
2011	149 422	84 907																		
2010	123 476	77 503																		
4.1.4. Nombre de références au CEPRB	<p>Liens au CEPRB : 438 258 [+51 % depuis mai 2012]</p> <p>Nombre de résultats dans Google pour une recherche sur « Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques » : 94 700 [+26 % depuis mai 2012]</p>	<p><i>Sources</i> : Google et Google Webmaster Tools</p> <p>Les liens sont comptabilisés en tant que réseau de liens émanant du domaine cbd.int.</p>																		

4.1.5. Nombre de pays ayant des correspondants nationaux enregistrés au CEPRB	<p>Correspondants nationaux pour le Protocole de Cartagena : 178 pays [+1 % depuis mai 2012]</p> <p>Correspondants nationaux pour le CEPRB : 190 pays [-1 % depuis mai 2012]</p> <p>Contacts pour l'article 17 : 92 pays [+28 % depuis mai 2012]</p>	Source : CEPRB
4.1.6. Nombre de pays/régions possédant des lois ou des réglementations publiées sur la prévention des risques biotechnologiques au CEPRB	159 pays [+3 % depuis mai 2012]	Source : CEPRB
4.1.7. Nombre de décisions de l'AIA/nationales disponibles au CEPRB	1 191 dossiers de décisions [+32 % depuis mai 2012]	<p>Source : CEPRB</p> <p>Nombre de dossiers sur les décisions soumis par les Parties où le sujet inclut « décision sur les OVM pour une introduction intentionnelle dans l'environnement (selon l'article 10 ou le cadre réglementaire national) » ou « décision sur les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11) ».</p>
4.1.8. Nombre d'utilisateurs du CEPRB demandant une amélioration de l'exactitude, du caractère complet ou du caractère opportun de l'information	S/O	Données non disponibles
Secteur d'activités 4 : Mise en commun de l'information, Objectif opérationnel 4.2 : Le CEPRB en tant qu'outil de discussions et de conférences en ligne		
4.2.1. Pourcentage des Parties participant aux discussions en ligne et aux conférences en temps réel du CEPRB	<p>Parties : 56/167=33 % (en moyenne) [+5 % depuis mai 2012]</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEPRB-ANC : 12 (7 %, -2 %) • CEPRB sur CEPRB : 167 (100 %, 0) • Détection : 38 (23 %, +12 %) • Éval. des risques : 53 (32 %, +1 % depuis mai 2012) • Socioéconomique : 34 (20 %, -1 %) 	<p>Source : CEPRB (2012-2014)</p> <p>Moyenne et ventilation des Parties participant aux forums et aux conférences en temps réels du CEPRB.</p>

4.2.2. Nombre de participants aux discussions et aux conférences en ligne, leur diversité et leurs antécédents	<p>Participants : 1 525 [+31 % depuis mai 2012]</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEPRB –CCI : 20 (0 % depuis mai 2012) • CEPRB sur CEPRB : 714 (+5 %) • Détection : 83 (+144%) • Participation du public : 152 (S/O) • Réseaux régionaux SEPP : 72 (S/O) • Éval. des risques : 317 (+13 %) • Socioéconomique (forums) : 114 (+24 %) • Socioéconomique (conf. temps réel) : 53 (S/O) 	<p>Source : CEPRB (2012-2014)</p> <p>Nombre total et ventilation des participants aux forums en ligne et conférences en temps réel du CEPRB.</p>
4.2.3. Nombre d'activités de renforcement des capacités visant à améliorer la transparence, l'inclusion et l'équité de la participation au CEPRB	<p>Domaines thématiques : 6 [aucune variation par rapport à 2010-2012] (Évaluation des risques, CEPRB, détection, participation du public, questions socioéconomiques)</p> <p>Groupes de discussion : 43 Conférences en temps réel (1 ronde) : 4</p>	<p>Source : CEPRB (2012-2014)</p> <p>Nombre de forums en ligne et de conférences en temps réel du CEPRB.</p>

Secteur d'activités 4 : Mise en commun de l'information, Objectif opérationnel 4.3 : Mise en commun de l'information autrement que par le CEPRB

4.3.1. Nombre d'événements organisés dans le cadre de la prévention des risques biotechnologiques	<p>67 événements enregistrés dans le CEPRB :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions officielles de la CDB : 18 • Activités de renforcement des capacités et formations universitaires accréditées en prévention des risques biotechnologiques : 27 • Événements inscrits dans les Nouvelles du CEPRB : 22 <p>Environ 552 événements ou plus relevés dans le sondage au cours des deux dernières années (2011-2013) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 Parties (6 % des répondants) : 25 ou plus • 19 Parties (17 % des répondants) : 10 ou plus • 30 Parties (28 % des répondants) : 5 ou plus • 37 Parties (34 % des répondants) : un ou plus • 16 Parties (15 % des répondants) : aucun 	<p>Source : CEPRB (2012-2014)</p> <p>Nombre de dossiers disponibles dans la catégorie Renforcement des capacités du CEPRB sous les rubriques « Activités, projets et opportunités de renforcement des capacités » et « Formations universitaires accréditées en prévention des risques biotechnologiques » pour la période allant de mai 2012 à mai 2014.</p> <p>Source : « Review of the information gathered through a dedicated survey and corresponding to indicators in the strategic plan »²⁵ (en anglais seulement)</p>
---	--	---

²⁵ Disponible à l'adresse <http://bch.cbd.int/database/record.shtml?documentid=105532>

<p>4.3.2. Nombre de publications sur la prévention des risques biotechnologiques mises en commun</p>	<p>1 430 dossiers CEPRB-BIRC [+4 % depuis mai 2012]</p> <p>Environ 3 427 publications ou plus mentionnées dans le sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 Parties (3 % des répondants): 100 ou plus • 3 Parties (3 % des répondants): 50 ou plus • 23 Parties (21 % des répondants): 10 ou plus • 47 Parties (43 % des répondants): une ou plus • 33 Parties (30 % des répondants): aucune 	<p><i>Source</i> : CEPRB</p> <p>Nombre de dossiers disponibles dans le CEPRB-BIRC.</p> <p><i>Source</i> : « <i>Review of the information gathered through a dedicated survey and corresponding to indicators in the strategic plan</i> »²⁵ (en anglais seulement)</p>
--	--	--

—